

Le catalyseur

"Des entrepreneurs engagés !"

Lettre d'information de France Chimie Île-de-France N°111 - Octobre 2020

**FRANCE
CHIMIE**
ÎLE-DE-FRANCE

Quelle rentrée !

Une rentrée à haut risque marquée par l'incertitude sanitaire qui pèse encore et toujours dans un brouhaha assourdissant alimenté par des avis « d'experts » parfois tonitruants et souvent contradictoires.

Une rentrée aussi sous la menace d'une crise économique annoncée, qui pourrait emporter des pans entiers de nos activités.

Pourtant, les entrepreneurs de la Chimie, loin de baisser les bras, sont prêts en responsabilité, à relever tous les défis et à faire face aux lendemains incertains !

Ils sont mobilisés comme aux premiers jours de la pandémie.

Mobilisés pour faire valoir leurs atouts nombreux pour contribuer à la restauration nécessaire de notre indépendance économique et sanitaire.

Mobilisés encore pour l'emploi des jeunes et l'alternance, priorité de la branche.

La visite récente du Président Macron sur le site de Villeneuve-la-Garenne de Segens est un formidable encouragement bien sûr pour l'engagement résolu de l'entreprise dans ces deux domaines mais également pour l'ensemble de la Profession. Nous tenons à l'en remercier très chaleureusement.

Le Plan « France Relance », développé par Jean Castex début septembre, conforte la volonté de l'exécutif de contribuer sérieusement au renouveau de l'industrie française en apportant les outils indispensables à la souveraineté sanitaire de l'Europe, à la décarbonation de l'économie et au développement des filières d'avenir. De même, les aides à l'embauche des jeunes, prévues, doivent être également saluées car leurs montants sont véritablement à la hauteur des enjeux.

Cette rentrée 2020 offre aussi de belles perspectives !

Saisissons ses opportunités !

Gilles le Maire,
Délégué Général
France Chimie Île-de-France

REGAGNER NOTRE SOUVERAINETÉ !

Pierre Charrier, CEO, Diverchim et Administrateur de France Chimie Île-de-France

La crise sanitaire met en évidence notre forte dépendance dans l'approvisionnement de médicaments d'urgence et le risque de pénurie associé.

Cette situation ne date pas d'hier. Les médecins et pharmaciens hospitaliers alertent depuis plus de 10 ans les pouvoirs publics.

Le récent rapport de Jacques Biot, fait un parfait état des lieux : « la délocalisation n'est pas inéluctable et des initiatives industrielles pour consolider et renforcer la production chimique sur le territoire européen sont envisageables si les conditions économiques sont garanties ».

Ses préconisations reprennent les fondamentaux nécessaires pour prévenir les pénuries :

- Une cartographie détaillée de la chaîne industrielle impliquée dans la production de médicaments pour segmenter, identifier et imaginer les leviers pertinents
- Une harmonisation réglementaire pouvant mener à des systèmes « fast track » sur le modèle anglo-saxon accélérant les démarches administratives
- Une vision stratégique des approvisionnements allant au-delà du prix des principes actifs pour favoriser la diversité et la fiabilité des fournisseurs en prenant en compte les perspectives industrielles de la filière.

Comment sur la base de ces préconisations pertinentes passer à la pratique ?

Nous vivons dans un monde de libre échange basé sur l'offre et la demande dont le critère de choix est majoritairement le prix. Une fois la crise passée, l'acheteur français de principes actifs répondant aux contraintes économiques de son organisation orientera à nouveau ses choix vers le fabricant le plus compétitif, sans doute encore un fournisseur asiatique.

Les industriels français du secteur de la chimie fine sont pourtant prêts à investir pour regagner une certaine souveraineté. Mais comment leur assurer qu'ils pourront rentabiliser leurs investissements ?

Pour sortir des sentiers battus, prenons le problème sous un autre angle et posons-nous la question : que peut y gagner l'Etat français ?

- La garantie d'une qualité constante des principes actifs
- Des revenus fiscaux en augmentation
- Le développement d'activités, générateur d'embauches
- Le renforcement des compétences des salariés.
- Le progrès technique via la mise au point de procédés plus respectueux de la sécurité, de l'hygiène, et de l'en-

vironnement (chimie en flux continu par exemple).

- Un impact positif sur l'environnemental par l'encouragement notamment de circuits courts.

“
Sinon, la crise sanitaire que nous vivons n'aura servi à rien...
”

De nombreuses mesures peuvent être envisagées, la plus rapide étant la mise en place d'une déduction fiscale (25 à 30% du coût d'achat) applicable aux industriels achetant un principe actif fabriqué en France, et s'engageant à le transformer en médicament sur le territoire français.

Cette mesure serait susceptible de garantir la compétitivité de produits issus de la chimie française face à la concurrence asiatique. D'autres actions seraient à conduire rapidement avec pragmatisme, au plus près du terrain.

Pour avancer dans le bon sens, les industriels français ont besoin d'une administration volontaire et réactive, et qui ne se dissimule pas derrière les directives européennes.

Sinon, la crise sanitaire que nous vivons n'aura servi à rien...

LA CLÉ DE VOTRE COMPÉTITIVITÉ

Face aux enjeux cumulés d'efficacité opérationnelle et énergétique, la digitalisation représente pour l'industrie un incroyable levier de performance.

Quand on parle de digitalisation d'une entreprise, de quoi s'agit-il concrètement ?

Essentiellement de valoriser une ressource qui existe déjà mais qui n'est pas exploitée à sa juste valeur : la digitalisation permet d'identifier les données stratégiques, de les contextualiser et de les analyser. Pour mieux comprendre le fonctionnement de l'outil de production, identifier ses faiblesses, et mettre en place des actions pour le rendre le plus performant possible. La digitalisation est un moyen au service des industriels pour gagner en compétitivité et en attractivité.

RÉVÉLER UN POTENTIEL INEXPLOITÉ

La digitalisation permet de révéler un potentiel en s'appuyant sur les ressources techniques et humaines de l'entreprise, et sur une architecture composée de trois couches :

- des objets connectés, capables de générer des données,
- des systèmes de contrôle-commande pour l'automatisation des process,
- de puissants logiciels d'analyse.

Le tout connecté ou non au cloud et faisant l'objet d'une rigoureuse politique de cybersécurité.

La démarche vous tente mais vous ne savez pas par quoi commencer. Ou peut-être avez-vous identifié un point faible sur votre process mais, avant de vous lancer, vous aimeriez savoir ce que vous allez gagner.

FIXER DES OBJECTIFS ET IDENTIFIER LES POINTS STRATÉGIQUES

Sachez que tout projet de digitalisation commence par un audit, pour déterminer des objectifs et identifier les éléments stratégiques à surveiller afin de les atteindre. En fonction des bénéfices attendus et de la capacité d'investissement de l'entreprise, plusieurs solutions peuvent être envisagées : soit une transformation en profondeur, soit la mise en œuvre de briques indépendantes, déployées en fonction des priorités et générant des effets immédiats.

L'audit révèle, par exemple, un problème de panne récurrente sur un moteur, synonyme d'arrêt de production et de perte de rentabilité. La collecte et l'analyse des données (vibratoires, thermiques, courant, tension, etc.) mettent en évidence une augmentation

Maintenance prédictive et réalité augmentée : des bénéfices immédiats

thermique quelques heures avant la panne. La digitalisation permet de surveiller ce paramètre et, lorsqu'il apparaît, d'envoyer une alerte au responsable de maintenance, mais aussi de planifier l'intervention en tenant compte de l'activité de l'usine, de la disponibilité du technicien et des pièces de rechange. Cette démarche de maintenance prédictive génère une amélioration significative du TRS (taux de rendement synthétique) de la ligne.

La réalité augmentée ouvre également des perspectives. Jusqu'alors, en cas de panne, un opérateur passait beaucoup de temps à diagnostiquer le défaut. Grâce à la réalité augmentée, il scanne la zone concernée sur la machine avec sa tablette et il voit où est la panne, l'état de la pièce, ses caractéristiques techniques. Il peut même lire la notice d'utilisation. Résultat : 30 à 50% de temps gagné sur le diagnostic et la résolution de la panne. Parmi les données analysées figurent aussi celles liées à la consommation d'énergie. La gestion digitale de la consommation énergétique à la pièce et/ou à la tonne produite améliore la performance ; et parfois, le simple fait de visualiser les coûts générés par les machines en veille induit de nouveaux comportements, et contribue à rendre l'entreprise plus performante.

Pour gagner encore en efficacité et en flexibilité, il existe des solutions plus complexes qui permettent de connecter une ou plusieurs lignes, voire plusieurs sites. Et certains grands groupes élargissent encore leur périmètre de digitalisation en rassemblant leurs partenaires ETI et PME dans une continuité numérique qui donne accès aux données pertinentes aux bonnes personnes, au bon moment, tout au long du cycle de vie du produit.

En tant qu'industriel utilisateur et fournisseur de solutions de digitalisation, nous avons une position idéale pour observer l'évolution des acteurs de l'industrie. Beaucoup ont déjà entamé leur transformation digitale, d'autres s'y préparent. Parce qu'ils ont bien compris, qu'en plus des ressources et des compétences, elle est la clé de leur compétitivité.

*Marc Fromager
Vice-Président Industrial
Automation
Schneider Electric France*

REPÈRE

LE NUMÉRIQUE : UNE ÉVIDENCE !

Le suivi des contrôles et de la conformité des installations est un enjeu fondamental pour tous les établissements industriels et notamment dans la Chimie. Pourtant ce travail s'avère très chronophage et bien souvent fastidieux.

Au quotidien, le personnel en charge de la conformité doit :

- suivre ses installations au travers de tableurs Excel ;
- connaître les évolutions réglementaires ;
- réaliser les contrôles ;
- traiter les non-conformités ;
- archiver tous les documents obligatoires.

Le numérique change la donne. Avec la solution que nous préconisons, ses utilisateurs constatent des gains de temps significatifs et disent qu'ils sont plus sereins au quotidien. Dans le contexte actuel, ils peuvent suivre la conformité de leurs installations à distance. Ils sont alertés systématiquement des échéances des contrôles, ainsi que des modifications réglementaires à prendre en compte, ce qui permet ainsi une mise à jour, en temps réel, du suivi des installations. Les rapports de contrôles sont analysés automatiquement, les actions à réaliser sont alors notifiées à la personne responsable et les rapports stockés au bon endroit. Les tableaux de bord sont générés immédiatement et donnent une vision à 360 degrés de la conformité de ces usines.

Fort de ses atouts, le numérique s'impose comme étant une évidence dans l'industrie pour gagner du temps et améliorer les performances. Alors, pourquoi attendre pour gagner en tranquillité ?

Anthony Martinez
Cofondateur – Président
Ealico
anthony.martinez@ealico.com

QUALITÉ DE VIE AU TRAVAIL ET SÉCURITÉ !

Arkema a décidé d'engager une démarche sur l'ergonomie pour renouveler les vêtements de travail. Pour la première fois, les fonctions RH et Sécurité se sont associées pour proposer des vêtements adaptés aux conditions de sécurité mais dans lesquels chacun se sent bien.

Jean Pierre Zana, ergonomiste indépendant est intervenu en support sur cette action. Il est ici interrogé.

QUEL A ÉTÉ VOTRE APPORT DANS CE PROJET ?

Jean-Pierre Zana : Des remontées provenant de plusieurs usines Arkema ont mis en lumière des demandes des salariés sur leurs vêtements de travail. Ces commentaires liés notamment à la coupe des vêtements et à la qualité du tissu, ont conduit la direction de la sécurité industrielle à lancer une enquête confirmant la nécessité de faire évoluer ces EPI.

Souhaitant intégrer l'ergonomie en tant que leviers d'amélioration

de la qualité de vie au travail, la direction RH d'Arkema m'a demandé de mesurer sur le terrain les contraintes de posture de travail des collaborateurs et d'exploiter leurs idées d'amélioration. Nous avons engagé cette démarche participative et avons associé les travailleurs postés, managers, représentants du personnel, équipes HSE, achats et RH. Nous avons même eu recours à un styliste.

QUELLES AMÉLIORATIONS VONT ÊTRE TESTÉES ?

J.-P. Z. : Je me suis déplacé sur différents sites Arkema, en Italie, en Espagne et en France. Les retours d'expérience, nous ont permis de recueillir des observations communes, confirmant en particulier la nécessité d'un vêtement adapté aux femmes. Je précise : s'il s'agit d'un vêtement coupé spécifiquement pour elles ; les autres aspects (tissu, couleurs) restent mixtes. En effet, la tenue de travail est considérée comme un EPI. C'est pourquoi ces vêtements protecteurs sont confectionnés à partir de tissus technologiques. Différents échantillons ont d'ailleurs été passés au crible pour valider leur conformité aux normes en vigueur.

De même, les manches restent dépourvues de boutons et de pattes à hauteur des poignets. Cela pour éviter qu'ils ne s'accrochent dans une machine. Sur plusieurs sites, beaucoup ont souligné que les manches étaient trop courtes. Elles vont être rallongées. Nous avons raccourci les poches de la veste et amélioré les poches latérales du pantalon de telle sorte que les gens puissent continuer à y

mettre des outils mais avec des séparations qui permettent de les saisir plus facilement.

EST-CE POSSIBLE DE SATISFAIRE TOUT LE MONDE ?

J.-P. Z. : Nous espérons qu'en ayant écouté un maximum de gens, la plupart se retrouvent dans les choix qui seront faits. Par exemple, il y a eu des débats intéressants sur le port du gilet jaune en zone logistique. Nous avons imaginé d'intégrer plutôt des bandes jaunes sur les vêtements mais l'idée a été abandonnée.

Certains points sont encore en discussion, comme la présence ou non d'œilletons sous les bras. C'est sans doute utile pour assurer une meilleure ventilation. Mais il ne faudrait pas que cela puisse constituer un appel d'air en cas d'incendie ! Vous le voyez, il n'est pas facile de répondre aux vœux de chacun.

APPRENTISSAGE

La branche Chimie accueille environ 6000 alternants par an. Majoritairement, ceux-ci préparent un diplôme de niveau bac+2 et au-delà, dans les métiers de la recherche, de la production, du commerce et de la maintenance, plutôt dans des entreprises de plus de 250 salariés.

Nous nous étions fixés comme objectif d'augmenter de 30% ce nombre, en 4 ans, en ciblant plus particulièrement des actions en direction des PME.

RENOUVELER LES COMPÉTENCES

Toutefois, la crise sanitaire et ses impacts économiques pourraient inverser cette croissance. C'est pourquoi France Chimie, considérant que les industriels de la Chimie ont une responsabilité dans la formation des nouvelles générations, propose que nous nous mobilisions pour maintenir, en cette période de rentrée scolaire, les efforts de recrutement au niveau de 2019. Cet objectif permet aussi de relever le défi du renouvellement des compétences qui attend notre secteur, confronté à l'évolution de la pyramide

des âges, 25% de nos effectifs devant être renouvelés dans les 10 ans à venir, et à l'évolution de nos métiers liée à la transformation numérique et à la transition écologique.

FAVORISER L'ACCUEIL DES ALTERNANTS

Pour contribuer à l'atteinte de cet objectif, les équipes de France Chimie ont réalisé une brochure sur l'alternance : « *L'alternance, c'est gagnant / gagnant* ». Cette brochure détaille, entre autres, les dernières mesures prises tant par le gouvernement que par l'OPCO2i pour favoriser l'accueil des alternants en entreprise, en particulier pour en réduire son coût. A titre d'exemple, la mesure exceptionnelle d'aide élargie à l'embauche d'apprentis (5000 euros pour les mineurs,

8000 euros pour les majeurs) finance en totalité la rémunération d'un apprenti de moins de 21 ans lors de sa première année d'apprentissage.

De son côté, l'OPCO2i a ouvert aux entreprises de plus de 250 salariés le financement de la prise en charge de la fonction tutorale. La brochure donne aussi des informations utiles pour aider les entreprises à recruter des alternants, ainsi qu'une liste des avantages qu'une entreprise peut retirer à les accueillir. Ainsi, avec des apprentis dans ses effectifs, une entreprise peut valoriser son engagement en matière de Responsabilité Sociale (RSE), se démarquer de ses concurrents, développer un vivier de compétences privilégié pour les postes à pourvoir. Cela permet aussi le développement de liens intergénérationnels avec les salariés, qui a un impact sur leurs propres

compétences, en particulier en matière d'outils numériques.

Au-delà de France Chimie, tous les acteurs de l'alternance,

SANS VOUS, ... RIEN N'EST POSSIBLE

www.chimie.work
pour déposer les
offres et trouver
des candidats

centres de formation d'apprentis, conseillers formation dans les AR2i, ... sont engagés pour aider les entreprises dans leur campagne de recrutements d'alternants. Un site internet www.chimie.work est à disposition pour déposer les offres et trouver des candidats.

Toutefois, malgré toutes ces actions, sans vous, les entreprises, rien n'est possible. Nous comptons sur vous !

Sylvain Jonquet
Directeur des Affaires sociales
France Chimie

LES SAPEURS-POMPIERS : DE NOMBREUX ÉCHANGES AVEC LA CHIMIE

Le Code Général des Collectivités Territoriales fixe les missions des sapeurs-pompiers parmi lesquelles figurent « la protection et la lutte contre [...] les accidents, sinistres et catastrophes » et « l'évaluation et la prévention des risques technologiques ».

Pour faire face à ces risques, des cellules d'interventions spécialisées en risques chimiques et biologiques (CMIC) sont présentes sur le territoire national.

6 687 INTERVENTIONS

Elles ont réalisé en 2018, 6687 interventions (source DGSCGC). Les fuites de gaz et les pollutions (air, sol et eau) constituent les principaux domaines d'intervention.

Forte de 160 spécialistes, celle de Seine-et-Marne, s'est développée afin de pouvoir couvrir les risques de ce territoire qui concentre à lui seul environ 35% des ICPE d'IDF, de nombreux axes de transports

et des voies navigables qui sont autant de zones potentielles de sinistres.

Le dynamisme et la proactivité du SDIS 77 dans ce domaine ont conduit à développer de nombreux échanges avec les acteurs de la chimie, afin de parfaire les connaissances des spécialistes dans plusieurs domaines touchant aussi bien les actions de formation que la recherche-développement.

MISES EN SITUATION RÉALISTES

Concernant la formation, plusieurs stages sont organisés dont un ouvert à des cadres originaires

de différents services d'incendie et de secours de France.

De nombreux sites industriels sont ainsi sollicités pour la réalisation de mises en situation réalistes. Ces exercices viennent compléter ceux réalisés sur le plateau technique du SDIS 77 (usine « à fuite » chimique, wagon et poids-lourds TMD, citernes, etc). L'offre de formation est également étendue grâce aux collaborations avec le LCPP⁽¹⁾ dans le domaine du prélèvement notamment et le CEDRE pour des stages de perfectionnement à la lutte contre les pollutions des eaux de surface. Ce dernier partenariat de longue date a permis pour la première fois en 2020, l'organisation d'un stage par le CEDRE au sein du centre de formation du SDIS 77.

L'établissement public est également investi dans des actions de recherche et développement avec l'adaptation aux nouveaux risques et l'évolution des attentes en matière de gestion des risques

industriels notamment. Au-delà de la participation à différents projets européens de recherche, des réflexions locales sont menées. C'est ainsi qu'en lien avec l'AFGC⁽²⁾, Air-liquide, la Police Nationale et l'Armée de Terre, des essais de tir balistique pour la neutralisation des bouteilles d'acétylène ont pu être menés. Les résultats concluant de cette méthode innovante en France, ont permis d'inscrire cette technique dans un guide de doctrine opérationnelle du ministère de l'Intérieur.

Depuis 2 ans, le SDIS 77 en lien avec ses homologues de la région conduit également des réflexions pour une meilleure prise en compte de la toxicité aigüe des particules fines issues des fumées d'incendie de sites industriels.

Commandant Benoit Fradin
Chef du service chargé des risques industriels - DECI
Conseiller risque chimique

1. Laboratoire Central de la Préfecture de Police
2. L'Association Française de Génie Civil

BRÈVES

TÉLÉTRAVAIL APRÈS LA COVID !

Le Département Social et Relations Humaines vous propose de participer (en présentiel ou en visioconférence) le lundi 12 octobre à 14H30 à sa Réunion d'Information Sociale consacrée au « Télétravail après la Covid-19 », en présence de :

- Marc Charpy, Directeur des Ressources Humaines chez Messier France ;
- Françoise Papacatzis, Conseillère interne chez Dupont de Nemours France et Psychanalyste certifiée en psychopathologie du travail.

Une présentation sera également réalisée par le Département Social sur le cadre réglementaire du télétravail.

Inscription : s.yafi@chimie-idf.fr

AGENDA SSE

Le Département Santé, Sécurité et Environnement vous propose les réunions suivantes :

- Groupe Environnement le 20 octobre ;
- Groupe Déchet le 3 novembre ;
- Réunion sur la Cybersécurité en présence du Groupe Schneider et de l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) le 18 novembre ;
- Groupe Culture de Sécurité le 10 décembre.

Information et inscription : p.humily@chimie-idf.fr

CCNIC & DURÉE DU TRAVAIL

Le Département Social et Relations Humaines de France Chimie IDF animera à l'in-

tention des entreprises de la Profession son séminaire consacré à « la Durée et l'Aménagement du temps de travail dans les industries chimiques ».

- le 5 novembre à Puteaux (Ile-de-France) ;
- le 17 novembre à Dijon (Bourgogne Franche-Comté).

Il animera également son traditionnel séminaire « la CCNIC : ses spécificités » :

- le 3 novembre à Rennes (Ouest-Atlantique) ;
- le 3 décembre à Lille (Hauts-de-France).

Information et inscription : inscription@afcic.org

AFINEGE : NOUVEAU PRÉSIDENT

Pascal Masset, Directeur du site de Meaux de BASF, a été élu Président de l'AFINEGE le

22 septembre 2020 en remplacement de Francis Berrocal qui a fait valoir ses droits à la retraite.

Pascal Masset, Ingénieur en Génie Chimique (IGC Toulouse), issu du Groupe Rhône Poulenc est entré chez BASF en 2004 où il a occupé de nombreuses responsabilités EHS dont la Direction Q-EHS de 2011 à 2017. En 2017, il est nommé Directeur du site de Meaux.

Nous remercions Francis Berrocal et Pascal Masset pour leur engagement auprès d'Afinege, Association Francilienne des Industries pour l'Etude et la Gestion de l'Environnement et de la Sécurité.
Contact : p.humily@chimie-idf.fr

SUIVEZ-NOUS !

Suivez en temps réel toute l'actualité de France Chimie Ile-de-France sur les réseaux sociaux Twitter et LinkedIn.

Contact : t.lecoeur@chimie-idf.fr